

## Carnet de route.

Lundi 7 mai 2002, lendemain du 2<sup>ème</sup> tour de l'élection Présidentielle. Dans le petit studio de 25 m<sup>2</sup> rue Duguay-Trouin où nous sommes douillettement installés avec Catherine le mois précédent.

10h, le matin, le téléphone sonne. Alain Juppé prend la température. Il sait que j'aurais préféré la désignation de Nicolas Sarkozy pour Matignon. Tout indique que ce sera Jean-Pierre Raffarin dont la nomination est imminente. Il m'incite cependant à participer au gouvernement si j'y suis invité. Je réponds que cela dépendra de la politique envisagée, exprimant dès cet instant mes réserves sur la tentation permanente de certains de nos amis pour l'économie administrée.

22h45. La standardiste de Matignon me passe Jean-Pierre Raffarin notre nouveau Premier Ministre.

*Bonsoir Alain. Le Président souhaite que tu prennes « le budget », aussi je te propose la fonction de Ministre délégué au Budget. Je ne sais pas et ne veux pas savoir ce que vous vous êtes dit dans le passé, sache simplement qu'il tient beaucoup à ce que tu acceptes. Je t'indique que le Ministre des Finances sera Francis Mer.*

M'appliquant depuis longtemps la célèbre maxime chère au monde politique : « les promesses n'engagent que ceux qui les croient ! », j'oublie sans amertume les hypothèses beaucoup plus généreuses évoquées par le Président au cœur de l'été précédent. Peu importe.

*Combien de temps ai-je pour réfléchir ? Dis-je*

*Comme disait Giscard : le temps que vous voulez, je reste en ligne, me répond amicalement le Premier Ministre.*

Après quelques échanges rituels, nous sommes convenus que je lui rendrai réponse le lendemain à 10h.

Je souhaite d'ici là consulter quelques amis très chers qui, je le sais, me donneront un conseil désintéressé sur la meilleure réponse à apporter du point de vue de l'intérêt de cette proposition pour le territoire dont je suis l'élu. Je veux aussi échanger quelques mots avec Francis Mer dont on me dit qu'il ne sera pas facile à joindre attendu le décès de sa mère et de l'inhumation fixée le lendemain.

Bien qu'il soit tard, je passe quelques coups de fils et l'unanimité se réunit sur l'idée d'accepter.

Le lendemain matin, je pars assez tôt au Sénat pour utiliser le savoir-faire de mon secrétariat pour « pister » F. Mer. Après de multiples échecs, nous parvenons à nous parler 2 minutes pour constater que nous sommes grossièrement sur la même ligne d'orthodoxie budgétaire et de liberté économique.

Je rappelle le Premier Ministre pour lui donner mon accord, il m'en remercie et pronostique une publication du gouvernement en fin d'après midi.

Je dois partir immédiatement pour Alençon où je me rends à l'inhumation de mon prédécesseur dans la fonction de Maire : Pierre Mauger. Il a exprimé la volonté que je prononce son éloge funèbre. Ce sera un moment émouvant pour moi. Nous avons commencé comme adversaires politiques. Progressivement nous sommes devenus seulement opposants puis amis personnels. Tout simplement. Mais sincèrement. Une amitié sincère est née entre nous, une vraie complicité même, et son départ m'attriste profondément. J'aperçois comme un symbole au fait qu'il passe sur l'autre rive le moment même où une nouvelle étape de ma vie politique commence. J'ai préparé un texte où j'ai mis tout mon cœur et mon émotion. La cérémonie sera un instant rare de communion entre lui, son souvenir, sa mémoire et moi. Ce moment donne de la densité, de la profondeur, de la portée à nos engagements publics. A l'exigence de les exercer avec la plus haute dignité dont nous sommes capables.

Autour de 18h, sur le perron de l'Elysée Philippe Bas, nouveau secrétaire général lit la composition du gouvernement. J'entends mon nom sans la moindre émotion, comme si l'inhumation dont je sors scande de manière plus puissante encore la vraie vie.

Le téléphone ne cesse de sonner. La famille, les amis, les vrais, les intéressés, les journalistes.

J'appelle Augustin de Romanet qui sera mon Directeur de Cabinet pour lui donner le top départ de la constitution du cabinet dont nous convenons qu'il doit être parmi les meilleurs du gouvernement. Dès le premier instant, nous nous fixons le plus grand professionnalisme possible dans ce que nous ferons.

Laurent Fabius au téléphone : *Alain, je te félicite sincèrement et suis heureux que ce soit toi. En revanche fais le maximum pour que la transmission des pouvoirs puisse se faire le plus vite possible. Es-tu à Paris dès ce soir ?*

Je lui réponds que je suis en Alençon et que le lendemain matin je souhaite participer aux cérémonies patriotiques du 8 mai.

*Alors, demain après midi au plus tard* insiste-t-il. Je lui suggère de voir cela avec F. Mer qui est tout de même son homologue.

Florence Parly appelle à son tour : *compliments ! Ta nomination atténue mes regrets.* Nous plaisantons parfois en disant que nous fait un enfant ensemble. Il s'agit de la LOLF que nous avons comme mise au monde à trois avec Didier Migaud.

Enfin la passation de pouvoirs est fixée au lendemain 18h à Bercy.

Puisque c'est l'heure de l'apéritif, nous joignons dans la précipitation tous les élus de la majorité municipale pour les inviter à partager le verre de l'amitié à la Renaissance, célèbre grand café d'Alençon. C'est un moment de joie profonde partagé par une équipe de gens sincères qui vivent à mes côtés un engagement municipal exemplaire. Je lis la fierté dans leurs yeux. Ils resteront ce que j'ai connu de plus fort, de plus constant, et de plus sincère dans la vie publique.

Le lendemain 8 mai, la journée commence par les cérémonies classiques au monument aux morts. Les Alençonnais présents y vont chacun de leur petit compliment. Mon opposant aux précédentes municipales me glisse à l'oreille « *ce n'est pas pour me déplaire car cela relativise mon mauvais score des dernières élections* ». Comme quoi, tout le monde semble content.

Retour précipité sur Paris pour préparer la fameuse passation de pouvoirs. J'ai donné rendez-vous à Augustin de Romanet à mon bureau au Sénat où Francis Mer doit nous retrouver vers 17h30.

Augustin est une personne rare. Un vrai aristocrate. C'est-à-dire un homme qui considère avoir plus de devoirs que d'autres, à raison de sa naissance, de son éducation et aussi naturellement de l'idée qu'il se fait de la vie. Nous sommes devenus amis au Parlement, alors qu'il appartenait aux cabinets successifs d'Alain Madelin, François d'Aubert, puis Jean Arthuis et Alain Lamassoure. Nous sommes ornés tous les deux. De sorte que cette complicité exclut tout rapport hiérarchique entre nous. Nous sommes amis. Je lui voue une affection et une confiance absolues. Dans mon système de fonctionnement, il occupe une place stratégique car je n'entends m'occuper que des questions politiques ; il aura en charge tout le fonctionnement et naturellement la composition du cabinet. Les milieux financiers, économiques, et technocratiques de Paris le connaissent et l'estiment. Nul doute que j'ai fait le bon choix. On peut le dire d'ailleurs autrement. C'est plutôt lui qui a décidé que je devrais rentrer au gouvernement. Il est parti, il y a trois ans, faire un tour dans la privé. Il est à nouveau tenté par l'action publique ; il m'évangélise régulièrement, depuis des mois, sur la nécessité de me préparer à exercer des fonctions au gouvernement. Je ne sais donc pas au final lequel a choisi l'autre. Il est probable que s'il n'avait pas semé cette idée dans mon esprit nous n'en serions pas là.

Dans quelques minutes, nous ferons plus amplement connaissance avec Francis Mer qu'il a rencontré lui-même le matin. Au cours des années précédentes, je l'ai moi-même rencontré à deux reprises, sans qu'il ne s'en souvienne d'ailleurs. Nous avons quelques relations en commun. Aucune ne m'a caché qu'il avait un caractère bien trempé. Je ne serai pas déçu. A 17h30, nous descendons dans la Cour d'entrée du Sénat où Francis Mer arrive. Nous convenons de faire voiture commune jusqu'à Bercy. Le temps d'échanger quelques mots pour se promettre mutuellement : fidélité, secours, assistance. Plutôt pour que je promette car Francis semble n'envisager d'autre organisation que celle où il commande et les autres obéissent. En l'absence de circulation, notre échange est bref, car nous arrivons déjà à Bercy où, selon la tradition, les ministres sortants nous attendent courtoisement au pied de l'Hôtel des Ministres. Direction 7<sup>ème</sup> étage pour la non moins traditionnelle cérémonie de passation des pouvoirs qui s'opère dans une concision à décourager définitivement les habitués retardataires. Laurent Fabius fait le minimum syndical. Francis Mer peu habitué à ce genre de rituel est faiblement inspiré. Bref concours réussi de brièveté. Je retrouve la cohorte de hauts fonctionnaires de cette prestigieuse maison en constatant que je les

connais pratiquement tous, personnellement. Dix ans de Commission des Finances au Sénat m'ont rendu presque familier de Bercy.

Selon l'usage le ministre principal raccompagne son prédécesseur et les ministres délégués se retrouvent ensemble dans le bureau qui leur est affecté. Florence Parly m'accompagne très amicalement, m'assure de la loyauté du secrétariat particulier qui est représenté ce jour de congé par Françoise, fidèle au poste, et totalement à ma disposition pour le reste de la journée.

Je me retrouve seul dans ce bureau atypique du 5<sup>ème</sup> étage de l'Hôtel des Ministres de Bercy. C'est le seul bureau de tout Bercy à ignorer le mobilier contemporain. Il est doté d'un mobilier ancien prestigieux venant tout droit de Rivoli ou était abrité l'ancien ministère des finances. C'est à Michel Charasse, l'un de mes prédécesseurs, et mon ami dans la vie, que l'on doit cette curiosité. Il avait conditionné son départ de Rivoli à la conservation du mobilier. Cette idée contestable du point de vue architectural et du principe retenu pour la décoration se révèle un ensemble chaleureux et très agréable à vivre. La perspective sur la Seine est somptueuse. Je ne regrette déjà plus les ors magnifiques du Sénat et notamment mon beau bureau de Président de la Commission des Finances.

Pendant ces premières heures, je me retrouve seul. Mesurant l'immensité de la tâche à accomplir, je pense aussi au chemin parcouru. Soudain me vint l'idée que c'était le moment idéal pour appeler au téléphone tous les gens avec lesquels vingt ans de vie publique m'avaient brouillé. L'ouverture de cette nouvelle séquence de ma vie justifiait que je leur dise que j'avais une pensée pour eux et que je serais heureux que ce qui nous avait divisé soit classé pour renouer désormais une relation apaisée et sincère avec eux. A une exception près où l'accueil fût distant, j'ai ressenti le grand bonheur d'effacer des tâches d'encre de vie politique inévitables dans cet univers. Il est utile de les nettoyer régulièrement pour conserver de l'élégance à ces belles pages à ces vies si exigeantes.

La soirée s'achève en famille. Nous dînons avec ma femme et les enfants dans une pizzeria au pied de l'immeuble qu'ils habitent à côté du Marché Saint Germain.

Le lendemain matin vendredi : premier Conseil des Ministres. Pour les nouveaux comme moi, le spectacle est plutôt du côté du concert des photographes qui appellent et s'agitent dans la cour de l'Élysée pour prendre leurs clichés qui vont nous imprimer notre image pendant plusieurs semaines. Le Conseil par lui-même est plutôt banal. Il ressemble à ceux tenus par les maires expérimentés en début de mandat à l'intention de leurs collègues adjoints pour leur transmettre les informations utiles et surtout leur faire les recommandations d'usage. Les ministres n'écoutent pas davantage que les élus locaux fraîchement élus, ils ont la tête ailleurs toute à leur nouvelle vie. Avant la photo officielle qui

nous rappelle notre enfance dans les cours d'école, la lecture rapide du dossier du nouveau ministre ne manque pas de retenir mon attention sur une curiosité comme en recèle notre droit : les ministres fonctionnaires bénéficient d'un traitement supérieur à ceux qui ne le sont pas ! C'est insensé et choquant même si la différence est faible. Pris par le temps, je n'ai jamais pris le temps de chercher le fondement juridique de cette situation ridicule.

S'agissant du traitement des ministres, un souci ne va pas manquer de m'assaillir immédiatement. Mes collègues, comme moi-même s'étonnent du montant figurant sur les fiches. Il correspond en gros à la moitié des traitements et indemnités versés aux parlementaires. Cette hypocrisie résulte de la suppression des fonds spéciaux décidée par le précédent gouvernement avant son départ, sans qu'il ait officiellement majoré sur les fiches de paies ministérielles les sommes jusqu'alors payées en espèces. Intolérant à la démagogie, je me fixe de résoudre le problème dès que possible. Il me semble légitime qu'un ministre soit indemnisé autant qu'un parlementaire. Rester indifférent en la matière revient à réserver la politique aux nantis ou aux fonctionnaires. Seule la voix législative est possible, cela nous promet un joyeux concours de belle et bonne démagogie. Plusieurs mois après, je dois rendre hommage à Michel Charasse, ancien ministre du budget, Sénateur éminent, qui n'a pas hésité à braver les critiques pour m'aider à faire adopter un amendement réglant décemment cette question au soulagement de tous les ministres qui en venaient à envisager de quitter leurs fonctions, n'ayant pas les moyens de voir leurs revenus divisés par deux.

Une autre surprise attend le ministre du budget en prenant ses fonctions, celle de devoir vérifier que les ministres ont une situation fiscale incontestable. Les services lui apportent avec force délicatesse et rappel de la nécessaire confidentialité les informations lui permettant d'inviter quelques collègues à régulariser leur situation. J'ai le souvenir que le premier coup de fil échangé avec certains collègues aient porté sur ... leur situation fiscale. Démarche peu gratifiante, mais acceptée de bonne grâce à l'unanimité.

Puis vint immédiatement la question de savoir comment donner une image fidèle et incontestable de la situation de nos finances publiques dont la dégradation apparaît à tous. Pour avoir vécu cette question comme rapporteur général du budget au Sénat, en 1997, lors de la précédente alternance, je milite beaucoup pour que nous choissions les mêmes auditeurs : Messieurs Bonnet et Nasse. Francis Mer se rallie immédiatement à cette idée. Matignon semble avoir d'autres idées. Dès le mardi 14, je reçois confidentiellement à ma demande les intéressés afin de savoir s'ils accepteraient une nouvelle mission de ce type si elle leur était demandée. Sans enthousiasme, ils répondent par l'affirmative tout en insistant sur les limites de ce genre d'exercice.